



## Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XV-2 | 2009

Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau?

---

### Du *lib-labism* à la grande fièvre ouvrière (1880-1914) : les *trade unions* entre libéralisme, travaillisme et action directe

*From lib-labism to the great labour unrest (1880-1914): British unions between  
liberalism, labourism and direct action*

Constance Bantman

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1136>

DOI : 10.4000/rfcb.1136

ISSN : 2429-4373

#### Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

#### Édition imprimée

Date de publication : 27 juillet 2009

Pagination : 45-58

ISBN : 978-2-9115-8028-4

ISSN : 0248-9015

#### Référence électronique

Constance Bantman, « Du *lib-labism* à la grande fièvre ouvrière (1880-1914) : les *trade unions* entre libéralisme, travaillisme et action directe », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XV-2 | 2009, mis en ligne le 01 novembre 2016, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1136> ; DOI : 10.4000/rfcb.1136

---



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# **Du lib-labism à la grande fièvre ouvrière (1880-1914) : les trade unions entre libéralisme, travaillisme et action directe**

**Constance BANTMAN**  
Université Paris 13

La période 1880-1914 apporte un éclairage précieux sur les rapports historiques entre syndicalisme et travaillisme. Elle met en lumière la complexité des affiliations politiques du syndicalisme britannique, ainsi que le caractère plus pragmatique qu'idéologique du lien originel entre les trade unions et le Parti travailliste à la naissance duquel ils contribuent. De plus, par leur rapide alternance entre des phases conservatrices et des poussées démocratiques, voire révolutionnaires, ces années illustrent le mouvement d'oscillation du syndicalisme britannique, entre un libéralisme peu enclin aux incursions politiques et, à l'opposé, une influence parfois très marquée de tendances progressistes, y compris d'origine française. Surtout, ces trois décennies voient une mutation profonde du trade unionisme victorien, élitiste, réformiste, mutuelliste, vers une phase très militante et un processus de restructuration et de démocratisation, le nouvel unionisme (new unionism). À la veille de la guerre, au terme de la « grande fièvre ouvrière » (great labour unrest) de 1911-14, le syndicalisme cloisonné de tendance libérale du début des années 1880 est devenu un mouvement de masse intimement lié au socialisme parlementaire. On mesure ainsi les mutations structurelles et idéologiques survenues au cours d'une période pourtant restreinte.

Ces mutations concernent d'abord le syndicalisme et ses rapports avec la politique. L'idée de la participation politique reste problématique, et cette période voit justement l'affirmation de l'interventionnisme et de la nécessité de la représentation politique, garante incontournable de l'indépendance syndicale. Le deuxième grand bouleversement de la période est le processus de démocratisation du recrutement syndical, qui aboutit à l'émergence d'un syndicalisme de masse, plus représentatif de la classe ouvrière issue de la deuxième révolution industrielle. Ces deux évolutions participent bien entendu d'un mouvement de démocratisation des relations industrielles et politiques, que connaissent plusieurs pays d'Europe de l'ouest à la même époque. Ce sont les étapes de cette évolution qui sont retracées ici. On replacera également la Grande-Bretagne dans un cadre comparatif faisant apparaître la spécificité du modèle britannique de représentation syndicale et politique.

### **Le syndicalisme britannique au début des années 1880 : un compromis 'lib-lab' interclassiste**

Au début des années 1880, le trade unionisme est un syndicalisme de métier élitiste (craft unionism). Il est bien implanté parmi les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés et il est relativement puissant malgré des périodes de recul, notamment à la fin des années 1870. Depuis les années 1850, à côté des syndicats de métiers traditionnels, ce syndicalisme s'affirme sous la forme de syndicats « nouveau modèle » (New Model Unions), pour reprendre l'expression des Webb. Ce sont des organisations nationales permanentes et centralisées, qui conservent néanmoins une forte dimension locale. La première a été l'Amalgamated Society of Engineers (ASE) fondée en 1851. Ce type d'organisation est imité dans les années 1860 par l'Amalgamated Society of Carpenters and Joiners, avant de s'étendre aux ébénistes (cabinet-makers).

Les fonctions mutuellistes de ces syndicats sont très importantes, dans la tradition des sociétés de secours mutuel de la première moitié du siècle dont elles sont les héritières. Leurs cotisations élevées en font l'apanage d'une minorité bénéficiant de revenus fixes et relativement importants, à une époque où le travail saisonnier et la pluriactivité demeurent très répandus. La fonction d'auto-défense professionnelle du syndicat est essentielle : il regroupe des travailleurs qualifiés et vise à les protéger contre les moins qualifiés par le contrôle à l'embauche et à l'apprentissage, y compris dans les secteurs plus récents de la grande industrie comme le textile ou les mines, où il n'existe pas de tradition d'apprentissage<sup>1</sup>. Le syndicat est donc en majorité le privilège d'une « aristocratie ouvrière » protégeant jalousement sa position économique et ses qualifications, soucieuse de se démarquer des moins qualifiés. Leurs qualifications constituent le principal outil de pression des syndiqués, dont ils usent habilement lors des périodes de demande accrue ou en organisant des monopoles locaux<sup>2</sup>.

Par contraste, l'organisation des femmes et des ouvriers sans qualification (souvent désignés par le terme 'labourers') reste très faible et souvent intermittente. On relève quelques tentatives pour organiser ces derniers, comme la *Builders' Labourers' Union*, qui existe brièvement en 1859, les syndicats de fileuses chez les femmes, ou, dans les circonstances économiques favorables du début des années 1870, parmi les travailleurs des ports et du bâtiment, les éboueurs (scavengers), les employés des autobus ou les chauffeurs de gaz (gas stokers). Mais seules quelques-unes de ces organisations survivent à la crise de la fin des années 1870<sup>3</sup>. Des industries très importantes comme le gaz ou le textile n'ont ainsi aucune organisation permanente jusqu'à la fin de la décennie 1880 ou même 1890.

Les syndicats stables et les travailleurs qui les animent entretiennent avec le

---

<sup>1</sup> W. HAMISH FRASER, *A History of British Trade Unionism 1700-1998*, Londres : Macmillan Press, 1999, p. 32.

<sup>2</sup> Sur l'exemple des gaziers, voir Eric HOBSBAWM, 'British Gas-Workers, 1873-1914', in *Labouring Men. Studies in the History of Labour*. Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1976 (1964), pp. 158-178.

<sup>3</sup> Ibid.

libéralisme dominant un rapport complexe. L'État s'affirme en faveur du capitalisme ; réciproquement, les syndicats des années 1850 se sont « distanciés de bien des mouvements sociaux et politiques plus généraux, pour concentrer leurs activités sur les conflits du travail »<sup>4</sup>. L'implication dans le domaine politique est perçue comme une source de divisions et donc évitée. Les ouvriers qualifiés britanniques ont tourné le dos à la contestation de type socialiste, anticapitaliste et révolutionnaire, fondée sur la grève générale et un syndicalisme militant, qui s'est brièvement affirmée dans les années 1830-1840. L'artisan radical (le terme est entendu ici dans son sens britannique, « politiquement avancé »), à la pointe de la contestation politique, typique de l'époque chartiste, a plus ou moins disparu dans les années 1870<sup>5</sup>. Les syndicats acceptent en général le libéralisme économique et le laissez-faire. Au plan tactique, leur modération se traduit par le rejet de la grève, à laquelle on préfère la conciliation, l'éducation et l'organisation. La période voit également l'extension de la négociation collective (collective bargaining) dans les industries les plus prospères, ce qui tend à renforcer le soutien des trade unions au consensus libéral. Même l'adhésion de militants syndicaux britanniques à l'Association internationale des Travailleurs en 1864 se fait dans une perspective protectionniste, dans le but de renforcer le contrôle sur le marché de l'emploi, en coordonnant la lutte contre les briseurs de grève (blacklegs) étrangers.

Une alliance politique avec l'aile radicale du Parti Libéral se met en place à partir du début des années 1860. Elle se cristallise autour d'un intérêt commun pour des questions de politique extérieure, comme les indépendances italienne, hongroise ou polonaise, la lutte contre l'esclavage ou l'opposition au tsarisme (en particulier durant la Guerre de Crimée). C'est l'agitation en vue de l'extension du suffrage qui scelle ce rapprochement, qui approfondit la ligne de démarcation entre les ouvriers peu ou pas qualifiés et une élite soucieuse de renforcer ses prérogatives économiques et politiques. La campagne est menée par la National Reform League sous la houlette de George Howell, conjointement avec la Reform Union menée par des libéraux radicaux comme Bright ou Mill. Cette alliance aboutit en 1867, lorsqu'est voté le Second Reform Act. Cette nouvelle extension du suffrage continue d'exclure du droit de vote la majorité des ouvriers<sup>6</sup> (ne serait-ce que par l'obligation de résidence), mais constitue une étape importante dans la démocratisation de la vie politique britannique : 30% des travailleurs peuvent désormais voter et être élus, et ils ont obtenu ce droit en se faisant entendre dans l'arène politique.<sup>7</sup> Ce lib-labbism (terme employé en référence à cette alliance des Libéraux et du monde ouvrier qualifié) est également important au niveau local, comme chez les mineurs, dont certains délégués se font élire en tant que représentants du Parti Libéral, même si en général les trade unionistes élus au Parlement restent peu nombreux. L'importance

---

<sup>4</sup> '[Unions] had distanced themselves from many of the wider social and political movements and determined to focus their activities on the industrial struggle', HAMISH FRASER, op. cit., p. 25 (traduction de l'auteur).

<sup>5</sup> Gareth STEDMAN JONES, 'Working-Class Culture and Working-Class Politics in London, 1870-1900: Notes on the Remaking of a Working-Class', *Languages of Class. Studies in Working-Class History, 1832-1982*, Cambridge: CUP, 1983.

<sup>6</sup> Ross MCKIBBIN, 'The Franchise Factor in the Rise of the Labour Movement', *The Ideologies of Class*, Oxford: OUP, 1991.

<sup>7</sup> Alastair J. REID, *United We Stand. A History of Britain's Trade Unions*. Londres: Penguin, 2004, pp. 144-45.

croissante des trade-unions au niveau national et local est entérinée par la formation du TUC en 1868, qui se dote d'un Comité parlementaire en 1871.

Néanmoins, l'adhésion aux principes libéraux des syndicats a pour limite toute attaque contre leur statut légal. Ainsi, dans les années 1870, ils entrent en lutte contre l'un des dogmes de l'État libéral, le principe de non-intervention, à la suite d'une série de lois mettant en péril l'indépendance syndicale. Le Trade Union Act de 1871, voté sous Gladstone, semble plutôt favorable, puisqu'il garantit la protection des fonds des syndicats enregistrés et supprime la responsabilité des syndicats « entravant le commerce » ('in restraint of trade'). Toutefois, la même année, certaines clauses visant à criminaliser la grève sont étendues, et le nombre de cas où les entraves au travail sont punissables augmente. Dès lors, les syndicats se battent pour l'égalité et la reconnaissance légale du syndicat, c'est-à-dire la suppression du Criminal Law Amendment Act, obtenant ainsi une modification par Disraeli en 1875. En même temps, l'Employers and Workmen Act modernise le très punitif Master and Servant Act. L'adhésion au libéralisme cède donc le pas à une position plus militante lorsque le principe de neutralité de l'État est enfreint.

### **'New unionism', une démocratisation limitée des syndicats britanniques (1886-1890)**

Ce consensus libéral est profondément ébranlé par la crise économique et la diffusion d'idées socialistes à partir de la fin des années 1870. Ce renversement se manifeste surtout à partir de 1886, lorsque d'importantes grèves secouent le pays, notamment celles des allumettières de Bryant and May en 1888, puis des gaziers et des dockers en 1889. Ces conflits d'une ampleur inédite sont à la fois la cause et la manifestation d'une double politisation des syndicats.

C'est tout d'abord grâce à l'encadrement de nouveaux dirigeants syndicaux rompus aux idées du « renouveau socialiste » (socialist revival) du début des années 1880 que les syndicats se radicalisent et adoptent de nouveaux mots d'ordre. Ceux-ci vont dans le sens d'un interventionnisme étatique accru et de techniques militantes plus offensives. Le pamphlet de Tom Mann appelant à la généralisation de la journée de huit heures (What a compulsory Eight-Hour Day Means, 1886) est ainsi fréquemment considéré comme le coup d'envoi des événements de 1886-90. L'exigence d'une médiation étatique et d'une législation visant à améliorer le sort des ouvriers est l'un des thèmes récurrents de ces années. La grève victorieuse des allumettières a ainsi été conduite sous l'égide d'Annie Besant, figure de proue de la libre pensée britannique et des cercles socialistes londoniens depuis le début de la décennie. Dans nombre de cas, une grève victorieuse précède la formation d'un nouveau syndicat : ainsi à l'issue de la grève des dockers, lorsqu'est fondé l'immense syndicat des travailleurs des ports, dont Tom Mann, ouvrier qualifié et militant de la Social Democratic Federation d'orientation marxiste, prend la direction. Les grandes grèves de la fin des années 1880 et le nouvel unionisme sont donc liés à l'émergence d'une nouvelle génération militante, dont beaucoup ont fait leurs premières armes à la SDF, qu'ils soient des ouvriers (Mann, Thorne, Burns) ou issus de milieux bourgeois (H. H. Champion).

Le terme « nouvel unionisme » renvoie à l'explosion numérique des syndicats ainsi qu'à un changement de tactique. L'adoption de stratégies de lutte plus offensives tient en partie aux bénéfices du nombre et de la solidarité, comme l'illustre le recours à la grève générale. La taille de ces nouveaux syndicats permet de plus d'organiser un monopole dans toute une branche d'industrie, et donc de la paralyser. La solidarité, maître-mot de ces années, illustrée par le soutien international dont bénéficie la grève des dockers, a donc une forte dimension symbolique, mais c'est également un outil de pression bien réel.

De grands syndicats généraux, rassemblant divers niveaux de qualification, sont formés à l'issue des grèves : le *Gasworkers and General Labourers' Union* et le *Dock, Wharf, Riverside and General Labourers' Union* (dont Mann est le président) sont les plus grands. La syndicalisation des femmes est encouragée dans certains secteurs. Le lien de ces nouvelles organisations avec le socialisme n'est pas aussi étroit que l'historiographie Webb a pu le suggérer, même s'il peut être localement important<sup>8</sup>. La formation de ces syndicats d'industrie n'indique pas le développement d'une conscience de classe socialiste et révolutionnaire parmi la classe ouvrière britannique : beaucoup des nouveaux membres peu ou pas qualifiés sont attirés par les fonctions de lutte quotidienne (bread and butter issues) du syndicat, et lorsque ceux-ci entrent dans une nouvelle phase de déclin au début des années 1890, ils sont nombreux à les quitter<sup>9</sup>. De plus, de nombreux syndicats formés à l'issue de la vague de grève restent basés sur les qualifications, qui d'ailleurs continuent de jouer un rôle important, y compris dans les syndicats plus ouverts. Les discriminations contre les femmes sont maintenues dans de nombreuses organisations<sup>10</sup>.

Dans le sillage de la déferlante du nouvel unionisme, les socialistes favorables à une représentation socialiste indépendante au Parlement fondent l'ILP (Independent Labour Party) en janvier 1893 à Bradford, qui développe à l'échelle nationale l'Independent Labour Party organisé par Robert Blatchford à Manchester. Le nord du pays, où l'industrialisation est plus avancée et la classe ouvrière plus homogène, s'avère ainsi un terrain plus propice à la diffusion des idées socialistes<sup>11</sup>. Plusieurs candidats ouvriers indépendants s'étaient d'ailleurs présentés aux élections législatives de 1892. Cette période voit également une diffusion des idées socialistes dans les syndicats, puisque les nouveaux unionistes parviennent à occuper des positions clefs dans un certain nombre de syndicats : le contexte des années 1890, caractérisé par la mécanisation et la concentration du capital a pu se révéler particulièrement propice à la diffusion du socialisme dans les syndicats.

Mais les liens sont initialement problématiques entre le syndicalisme et l'ILP.

---

<sup>8</sup> Henry PELLING, *The Origins of the Labour Party 1880-1900*. Oxford: Oxford University Press, 1979 (1965), p. 81.

<sup>9</sup> John LOVELL, 'Trade unions and the development of independent labour politics', in *Trade Unions in British Politics*, op. cit., p. 30.

<sup>10</sup> Sidney POLLARD, 'The New Unionism in Britain: its Economic Background', in Wolfgang J. Mommsen et Hans-Gerard HUSUNG, *The Development of Trade Unionism in Great-Britain and Germany*, Londres: Allen and Unwin, 1985.

<sup>11</sup> PELLING, op. cit., pp. 94-97.

Une partie importante des délégués présents lors de la réunion de fondation de l'ILP viennent du Yorkshire et sont issus de clubs et de sociétés socialistes. Surtout, les acteurs les plus déterminants pour l'émergence du socialisme indépendants n'ont en général qu'un lien secondaire avec le nouvel unionisme, comme H. H. Champion, Robert Blatchford ou même Keir Hardie, qui a été délégué syndical des mineurs écossais mais s'est retrouvé exclu du TUC dans les années 1890<sup>12</sup>. Il existe initialement des liens étroits entre les principaux noms du nouvel unionisme et les militants partisans de l'organisation politique, via Tom Mann, élu secrétaire en 1894, ou Pete Curran et Ben Tillett, membres du conseil du parti la même année. Mais dès la fin de la décennie, ceux-ci sont remplacés par des journalistes-hommes politiques, comme Ramsay MacDonald, Philip Snowden ou Bruce Glasier, ou des figures « respectables », comme Ernest Bevin, qui remplace Mann chez les dockers ou J.R. Clynes chez les gaziers.<sup>13</sup>

### **Le difficile tournant vers le socialisme : le grand repli syndical des années 1890**

Les événements de 1886-90 ne constituent que les prémisses de la démocratisation des rapports sociaux en Grande-Bretagne, puisque les années suivantes voient le recul de ces syndicats et le retrait des avantages acquis dans de nombreuses branches d'industrie. La plupart des organisations syndicales entrent en effet dans une période de déclin à partir du début des années 1890. La baisse des effectifs de nombreux syndicats se conjugue avec la contre-offensive patronale, dans un climat de récession économique. Ainsi se trouvent remises en question les avancées de la période précédente et l'influence du nouvel unionisme, y compris au sein du TUC.

La contre-offensive patronale s'effectue sur le lieu de travail puis par voie légale, et les conditions de travail et les relations entre ouvriers et patrons connaissent des mutations profondes jusqu'en 1914<sup>14</sup>. La tendance est à la croissance de la taille des établissements et au renforcement de la concentration depuis 1870, dans les secteurs traditionnels et plus récents, ce qui s'accompagne de contrôles nouveaux sur les travailleurs. La concurrence allemande et américaine, qui se fait plus aiguë dans les industries d'exportation, ainsi que la volonté patronale d'accroître les marges de bénéfice, suscitent davantage de contrôles sur les processus de production, avec pour but l'augmentation de la productivité. La « gestion scientifique du travail », bien que demeurant une visée plutôt qu'une pratique, se fait ainsi plus marquée<sup>15</sup>. La division du travail fait ainsi son apparition dans la chaussure, un système de primes est mis en place dans la construction

---

<sup>12</sup> LOVELL, *op. cit.*, p. 33.

<sup>13</sup> Eric HOBBSBAWM, 'General labour Unions in Britain, 1889-1914', in *Labouring Men*, Londres: Weidenfeld and Nicolson, 1976 (1964), p. 191.

<sup>14</sup> Richard PRICE, *Labour in British Society. An Interpretative History*, Londres: Croom Helm, 1986.

<sup>15</sup> James CRONIN, 'Strikes and the Struggle for Union Organisation: Britain and Europe', in *The Development of Trade-Unionism...*, *op. cit.*, p. 60.

mécanique et de nouveaux types de sous-traitance apparaissent dans les ateliers<sup>16</sup>.

Depuis 1890, en réponse au poids accru des syndicats, les employeurs ont mis en place des systèmes de négociation collective permettant une solution autre que la grève aux conflits du travail. Les conflits résolus grâce à des accords collectifs sont ainsi en nette croissance, tandis que s'organise une structure pyramidale d'organismes d'arbitrage dans les principales industries nationales ; la grève devient donc un dernier recours et, quand elle a lieu, la répression peut être extrêmement violente. Mais les négociations collectives peuvent s'avérer très défavorables aux employés. Ainsi, dans les industries les plus exposées à la concurrence internationale, la contre-offensive patronale est vigoureuse et les patrons se montrent peu enclins aux concessions. La formation de grands syndicats patronaux, y compris à l'échelle internationale, renforce cette tendance. Les employeurs s'efforcent de consolider leur emprise sur les processus de travail et de miner la mainmise ouvrière sur l'embauche et les niveaux de qualification. Avec l'émergence du contremaître (foreman) et la multiplication des stratégies de contrôle, l'usine et l'atelier se bureaucratisent. Les mesures de rétorsion afin d'assurer la subordination ouvrière sont également plus directes : renvois sans préavis, rejet des systèmes de négociation antérieurs, exigence d'heures supplémentaires...

Cette stratégie répressive de subordination s'exprime aussi dans la lutte institutionnelle et politique contre les trade unions. Ainsi, le statut légal arraché en 1875 est progressivement remis en cause par une série de jugements défavorables aux syndicats. Ce processus culmine en 1901, lorsque le jugement de Taff Vale rend les syndicats responsables des pertes matérielles subies durant les grèves, les menaçant ainsi de ruine. Selon Hobsbawm, ces facteurs favorisent le rapprochement entre travailleurs qualifiés et semi-qualifiés<sup>17</sup> et l'adhésion à la représentation politique d'ouvriers se sentant menacés par ces évolutions. Cependant, ce n'est qu'à plus long terme que les ouvriers concernés se tournent vers le socialisme et adoptent une attitude plus militante : dans l'immédiat, le retour de la dépression économique, puis la période « jingoïste » vont dans le sens d'une dépolitisation ou même d'un tournant conservateur du monde ouvrier<sup>18</sup>, ou du moins d'une activité politique associative moins visible.

Le débat autour de la représentation politique autonome agite le TUC pendant toute la décennie 1890, entre l'aile socialiste, favorable à une représentation parlementaire indépendante, et ses dirigeants, qui restent attachés à l'alliance avec les Libéraux. Malgré l'entrée en force de nouveaux unionistes au TUC en 1890, ceux-ci ne sont pas assez nombreux pour pouvoir s'imposer face aux représentants des syndicats de métier<sup>19</sup>. En 1890, la jeune garde parvient à imposer une résolution en faveur des huit heures, par une alliance entre les représentants des charpentiers, des ingénieurs et des mineurs. Mais les années suivantes, du fait du recul numérique

---

<sup>16</sup> Richard PRICE, 'The New Unionism and the Labour Process', in *The Development of Trade-Unionism...*, op. cit., p. 136.

<sup>17</sup> Eric HOBBSBAM, 'The New Unionism in Perspective', *Worlds of Labour*, Londres: Weidenfeld and Nicolson, 1984.

<sup>18</sup> STEDMAN-JONES, op. cit.

<sup>19</sup> PELLING, op. cit., p. 87.



de leurs syndicats, les nouveaux unionistes perdent beaucoup de leur crédibilité et de leur poids au TUC. En 1895, les représentants des Trades Councils, traditionnellement progressistes, sont exclus, et la représentation proportionnelle au poids syndical est votée, ce qui accroît l'influence des secteurs de la mine et du textile, fortement hostiles à une représentation indépendante. Afin de freiner la montée en puissance des délégués socialistes de l'ILP au TUC, il est également décidé que les délégués devront être soit des cadres syndicaux à plein temps, soit des travailleurs, ce qui permet l'exclusion de Keir Hardie et de John Burns.

Mais dès 1899, les limites de l'alliance avec les Libéraux sont devenues évidentes. Le nouveau Comité Parlementaire du TUC est plus proche des idées socialistes que libérales. Lors du congrès de 1899, la difficulté à faire passer les lois protégeant les ouvriers, ainsi que les attaques légales contre les syndicats mettent en lumière les limites d'une représentation par les Libéraux : « Leurs intérêts ne sont pas les vôtres », déclare ainsi James Sexton dans son adresse en faveur d'une « représentation travailliste » (labour representation)<sup>20</sup>. La conscience du décalage entre le poids numérique entre du TUC et sa faiblesse politique est également essentielle : « Les ouvriers de ce pays sont suffisamment nombreux à voter pour pouvoir obtenir un bon nombre de représentants au Parlement »<sup>21</sup>. Non sans débats, à 546 000 voix contre 434 000, les délégués du TUC finissent par approuver le projet d'une représentation travailliste autonome, dont le but est de sauvegarder la puissance syndicale et de faire avancer plus efficacement les intérêts ouvriers<sup>22</sup>.

Le Labour Representation Committee, précurseur du Labour Party, est officiellement formé en février 1900, lors d'une grande réunion à Farringdon, à Londres, où sont présents la SDF, les Fabians et l'ILP, ainsi que des syndicats représentant un total de 570 000 membres. Les trade unionistes comptent pour sept des douze membres du Comité Exécutif de l'organisation, dont Ramsay MacDonald, de l'ILP, est élu secrétaire. En 1901, les 41 syndicats affiliés au LRC ne représentent plus que 353 070 membres (contre près de 2 millions de travailleurs syndiqués pour l'ensemble de la Grande-Bretagne)<sup>23</sup>. La grande majorité d'entre eux a été fondée dans les années 1880 : c'est dire, à la fois, les réticences durables de la majorité du monde syndical à l'implication politique et, d'autre part, les liens entre nouvel unionisme et travaillisme. De plus, l'adhésion au LRC ne constitue pas une rupture idéologique profonde : « L'ILP, avec un solide programme de réformes, n'était guère éloigné de la gauche Libérale et correspondait à la vision limitée du syndicaliste fraîchement converti du Libéralisme »<sup>24</sup>.

La croissance lente du groupe, encore confidentiel, témoigne du peu

<sup>20</sup> 'Their interests are not yours', Rapport du TUC de 1899, p. 28. Consulté sur [www.unionhistory.info](http://www.unionhistory.info).

<sup>21</sup> 'The workers of this country have sufficient franchise to enable them to have their fair share of representation in Parliament', Ibid.

<sup>22</sup> LOVELL, op. cit., p. 40.

<sup>23</sup> PELLING, op. cit., p. 230.

<sup>24</sup> 'The ILP, with a strong reform programme, was not far distant from the Liberal left-wing and was tailored to the limited outlook of the trade unionist but recently wooed away from Liberalism', Tony LANE, *The Union Makes Us Strong. The British Working Class, Its Trade Unionism and Politics*. Londres: Arrow Books, 1974, p. 97.

enthousiasme qu'il suscite, et ses effectifs tendent à diminuer dans les années suivant sa formation. L'organisation est dynamisée par le jugement de Taff Vale, qui démontre une fois de plus que le « consensus » libéral cache en fait un préjugé de classe. Les premiers résultats électoraux du LRC sont modestes, avec seulement 2 élus en 1900, dont Richard Bell, le secrétaire général du Syndicat des cheminots (Railway Servants), l'un des quatre représentants syndicaux en lice. Il faudra attendre les élections de 1906 pour une véritable percée électorale du LRC, avec 29 délégués élus. Mais entre-temps, le travaillisme rentre dans les mœurs ; ainsi, même après le retrait de Taff Vale par le Trade Disputes Act de 1906, les effectifs du Labour Party sont en hausse.

### **Les syndicats et la grande fièvre ouvrière, 1910-14 : la radicalisation extra-parlementaire et extra-syndicale**

1906 est une année charnière pour le mouvement ouvrier organisé. Elle commence sous le signe de la victoire, avec la grande percée électorale du Parti travailliste, dans le cadre de l'Alliance progressiste (Progressive Alliance) formée avec le Parti libéral. Mais les avancées de celle-ci s'avèrent trop lentes<sup>25</sup> : Lloyd George entame un programme de réforme au caractère ambigu, entre lois sociales fortement stigmatisantes et concessions destinées à calmer les ardeurs révolutionnaires des travailleurs. Ce processus culmine en 1909 avec le célèbre Budget du peuple (*People's Budget*), qui instaure les premières retraites ouvrières d'État et les premiers congés maladie. La lenteur des réformes, leur caractère sélectif et les contrôles sur lesquels ils reposent, qui démontrent les préjugés à l'encontre des classes populaires, s'ajoutent au chômage et à la hausse des prix sur la période 1907-1914 pour susciter un rejet de ce New Liberalism et du programme réformiste. Les Labour Exchanges mis en place en 1909 pour réguler les salaires dans les industries les plus prolétariées sont également perçus comme une tentative de domestication des ouvriers. Dans les syndicats, le ressentiment croît envers les délégués qui participent à ces instances ou aux autres mécanismes de négociation qui sont généralement favorables aux employeurs.

La frustration populaire se traduit par une radicalisation politique, violemment critique à l'encontre du Parti travailliste, symbolisée par la mémorable élection du socialiste indépendant Victor Grayson en 1907 dans la vallée de Colne du Yorkshire. Le manifeste de Ben Tillett *Is the Parliamentary Labour Party a Failure ?* (1908), qui stigmatise notamment l'arrivisme de Ramsay MacDonald et la collusion du travaillisme avec les Libéraux, traduit également la lassitude des temps. Le mécontentement s'exprime bientôt par une très forte augmentation des grèves accompagnée d'une transformation profonde du mouvement syndical, avec la formation de grands syndicats d'industries (amalgamated unions), qui parachève le processus de démocratisation multiforme entamé vingt ans auparavant. À partir de 1909, la reprise économique crée des conditions plus favorables à la grève. Les effectifs syndicaux entament alors une forte hausse.

---

<sup>25</sup> John BELCHEM, *Popular Radicalism in Nineteenth-Century Britain*, Londres: Macmillan, 1996; Keith BURGESS, *The Challenge of Labour. Shaping British Society, 1850-1930*. Londres: Croom Helm, 1980, p. 124-133.

La diffusion d'idées syndicalistes révolutionnaires, en cours depuis 1906-07, contribue à l'essor de la contestation extra-parlementaire, puisque si les grèves sont en large partie spontanées, elles sont souvent encadrées par des syndicalistes révolutionnaires. En 1910, Tom Mann et Guy Bowman fondent l'Industrial Syndicalism Education League (ISEL), qui emprunte beaucoup à la CGT française, en particulier son insistance sur l'importance de rassembler les syndicats en grandes fédérations d'industrie. Mann a d'ailleurs lui-même présidé à la fondation d'une fédération internationale des ouvriers des ports en 1897. Les tactiques de l'action directe et du sabotage proviennent également du syndicalisme révolutionnaire français. À côté de l'ISEL, il existe d'autres groupes de tendances similaires, qui se divisent bientôt sur la question de l'extrême-gauche syndicale, entre les partisans de la stratégie d'entrisme au TUC (autour du Mann, qui préconise la stratégie du 'boring from within') et ceux qui recommandent de fonder une association syndicale purement révolutionnaire<sup>26</sup>.

À partir de 1911, on assiste à une explosion de grèves spontanées, partie des marins de Southampton pour s'étendre à tous les secteurs. À l'été, c'est la grève des marins de Liverpool ; organisée par des comités non officiels, elle est encadrée par Mann, et marquée par l'intervention de 5000 policiers. En 1911-12, la grève des mineurs gallois devient une grève générale pour le salaire minimum. Le recours à l'action directe est souvent renforcé lorsque les grèves débouchent sur de nouveaux mécanismes mixtes de négociation.

Cette agitation porte ses fruits : la terreur de la révolution sociale amène les employeurs à reconnaître les syndicats. Le Trade Union Act de 1913 consolide l'arrêt Osborne de 1913, qui a légalisé l'action parlementaire des syndicats en les autorisant à financer une activité politique. La nouvelle organisation nationale des syndicats et le contrôle sur les briseurs de grève qu'elle rend possible constituent des moyens de pression très puissants face au patronat. Les mutations de cette période parachèvent le processus d'extension et de démocratisation des trade unions entamé avec le nouvel unionisme. L'organisation en fédérations d'industrie est plus adaptée à la taille plus grande des entreprises et à l'explosion des effectifs syndicaux. Ce processus culmine avec la formation de la « triple alliance » des cheminots, mineurs et travailleurs des transports, qui jouera un rôle important après-guerre. Depuis le nouvel unionisme, les syndicats s'étaient également centralisés et bureaucratisés, et les événements de 1910-14 représentent la volonté de démocratie directe, de contrôle ouvrier, contre la bureaucratie syndicale. De fait, l'un des grands apports de cet épisode syndicaliste est de renforcer le pouvoir de la base contre les officiels du syndicat, « compromis » dans les négociations tripartites.

### **Syndicalisme britannique et le cas français : des modèles pas si antagonistes**

Une comparaison avec la France fait apparaître les principales spécificités du trade unionisme, mais aussi les limites de l'antagonisme traditionnel entre une

---

<sup>26</sup> Robert J. HOLTON, *British Syndicalism 1900-1914. Myths and Realities*, Londres: Pluto Press, 1976.

France révolutionnaire et une Grande-Bretagne réformiste jusque dans leur pratique syndicale. Le trade unionisme et le syndicalisme français doivent être contrastés par leurs chronologies, puisqu'en France, le syndicat reste illégal jusqu'à la loi Waldeck-Rousseau de 1884. Il est aussi notoirement faible au point de vue quantitatif, ce qui explique selon certains l'importance d'une plateforme idéologique marquée.

Le rapport entre le syndicalisme et le socialisme parlementaire diffère largement dans les deux pays. La CGT française, fondée en 1895, est d'emblée conçue en opposition au socialisme parlementaire, notamment marxiste, et cet antagonisme ne cesse de se renforcer jusqu'à la guerre. Il est officialisé en 1906 par la Charte d'Amiens, manifeste indépendantiste de la CGT, qui place le syndicalisme « en dehors de toute école politique ». La Charte vise surtout à mettre un terme aux diverses tentatives de subordination du syndicat à la politique, sur le modèle allemand<sup>27</sup>. Mais si la CGT revendique cet apolitisme, celui-ci ne se confond guère avec un refus de l'engagement idéologique, qui serait similaire aux positions du TUC. Au contraire, le syndicalisme français de cette période, qui est dominé, non sans difficulté, par les tendances syndicalistes révolutionnaires, se positionne comme une « vraie gauche », révolutionnaire, et pour cette raison insensible aux sirènes du pouvoir politique, qui ne peuvent que mener à un affadissement des idées révolutionnaires. Ainsi, comme en Grande-Bretagne, le mot d'ordre est celui de l'indépendance syndicale. En revanche, malgré l'importance de la répression policière à laquelle doit faire face le mouvement syndical français, cette indépendance exige avant tout la rupture avec le socialisme parlementaire : la situation est diamétralement opposée à celle du syndicalisme britannique.

Des tendances générales se dégagent dans chaque pays, notamment à travers la politique officielle d'instances représentatives comme le TUC ou la CGT, ou par des discours dominants, dans la presse ouvrière et syndicale et la littérature pamphlétique. Toutefois, le syndicalisme britannique met à mal ces catégorisations. Cela tient en partie à ses mouvements de balanciers au cours de la période 1880-1914, entre des phases de modération, de repli, et des poussées très militantes.

Mais c'est également le résultat de l'inventivité tactique et de la puissance de cette organisation qui en fait un modèle pour les syndicalistes réformistes comme les révolutionnaires étrangers tout au long de ces trois décennies. Ainsi, le syndicalisme britannique, hâtivement taxé de réformisme, de pacifisme excessif, a inspiré les mouvements révolutionnaires de nombreux pays, y compris en influençant ses critiques. Ainsi, les poussées révolutionnaires de 1886-1890 ont joué un grand rôle dans la genèse de l'anarcho-syndicalisme en France et en Italie. De même, à la veille de la Grande Guerre. Des alliances informelles lient par exemple les révolutionnaires français de la CGT et les militants socialistes du TUC au terme du Congrès de Londres de la Deuxième Internationale de 1896, par le biais de Tom Mann et Keir Hardie. Vingt ans plus tard, en pleine fièvre ouvrière, les développements britanniques suscitent l'admiration des tendances révolutionnaires

---

<sup>27</sup> Collectif, 1906. *Le Congrès de la Charte d'Amiens*, Paris, Editions de l'Institut CGT d'Histoire Sociale, Collection « Les congrès de la CGT », 1983.

de la CGT mais aussi des plus modérées, comme le réformiste Léon Jouhaux<sup>28</sup>. Cela suggère que la puissance de ce syndicalisme provient avant tout de sa capacité à absorber différents modèles, à réaliser une synthèse politique originale.

Il faut également garder en tête une triple variante, chronologique (alternance de phases offensives et défensives en Grande-Bretagne, qui semble être pragmatique et stratégique plus qu'idéologique), géographique et sectorielle. L'analyse fait également apparaître les similarités dans une perspective transnationale portant sur le niveau local ou des industries spécifiques. Ainsi, dans le cas français, on connaît la préférence nette des ouvriers du textile et, plus généralement, des ouvriers peu ou pas qualifiés, issus de la grande industrie, pour le socialisme parlementaire. De même, certains groupes sont plus portés à soutenir des partis de tendance conservatrice. Une approche transnationale souligne ainsi le poids des cultures de métiers et des habits locaux plus que des traditions nationales<sup>29</sup>. Cela suggère que dans le cadre d'une étude approfondie du rapport entre le monde ouvrier, le syndicalisme et la politique, le facteur national doit être affiné par une attention portée aux cultures locales et aux héritages sociopolitiques.

Enfin, une comparaison franco-britannique fait apparaître la permanence d'un même questionnement sur l'ensemble de la période considérée, portant sur les relations à l'État du monde ouvrier. La CGT est en effet déterminée par la tradition révolutionnaire française, dont héritent ses groupes fondateurs et son aile avancée (anarchistes, blanquistes, allemanistes), et qui suppose une opposition de principe à l'État. Toutefois, si ce rejet de l'État est bien moindre outre-Manche, il y existe une tradition libertaire des métiers, fondée sur le goût de l'autonomie et une longue pratique de rapport direct aux employeurs, sans médiation étatique<sup>30</sup>. De plus, dans les deux cas, le développement de l'État démocratique moderne aboutit à une réaction de rejet qui nourrit la contestation extra-parlementaire, et dont le syndicalisme révolutionnaire est l'un des principaux symptômes<sup>31</sup>. Dans les deux cas, les années 1880-1914 voient donc une redéfinition des rapports entre le monde ouvrier et l'État, caractérisée notamment par une première crise du socialisme parlementaire favorisant la contestation extra-parlementaire.

## Conclusion

Les années 1880-1914 sont marquées par un double processus de démocratisation et d'unification du trade unionisme. Elles voient la genèse et l'affirmation de syndicats plus représentatifs du monde ouvrier issu de la deuxième révolution industrielle, avec des armes plus adaptées aux conditions de production et à la structure du marché de l'emploi national (voire mondial) contemporain. La

<sup>28</sup> Jean-Louis AUDUC, *Le Mouvement syndical anglais à travers la presse française*, Mémoire de maîtrise non publié, Université Paris I, 1973.

<sup>29</sup> Friedhelm BOLL, Antoine PROST, Jean-Louis ROBERT, *L'Invention des syndicalismes*. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIXe siècle. Paris : Publications de la Sorbonne, 1997, p. 14.

<sup>30</sup> BOLL, ROBERT, PROST, *L'Invention des syndicalismes*, op. cit., p.17.

<sup>31</sup> Bob HOLTON, 'Syndicalist Theories of the State', *The Sociological Review*, vol. 28, n°1, 1980, pp. 5-21.

question de la démocratisation des relations industrielles apparaît également dans la lutte pour obtenir l'arbitrage tripartite systématique (collective bargaining), qui constitue un autre fil rouge de cette période<sup>32</sup>. Le contexte politique est celui d'un système parlementaire représentatif en voie de démocratisation. Cette évolution n'aboutit pas vraiment avant 1918, date à laquelle le Parti travailliste propose pour la première fois son propre programme, et le suffrage universel sans restriction. Au plan symbolique, il s'agit enfin d'accepter que les ouvriers, encore majoritairement considérés comme un « résidu » et fortement stigmatisés en début de période, font partie d'une nation qui se pense désormais comme unitaire<sup>33</sup>.

Il faut néanmoins se garder d'une lecture trop optimiste de la période, qui verserait dans une interprétation webbienne de ces développements : si l'idée socialiste fait son chemin dans le monde ouvrier au cours de ces trois décennies, il ne s'agit pas d'une percée socialiste. Les résistances durables du TUC à l'idée de la représentation politique autonome ont représenté un frein majeur pour l'établissement de celle-ci. De plus, on ne peut établir une équivalence entre travaillisme et socialisme à cette époque. Comme le soulignait Keir Hardie au sujet du LRC : « Ils s'étaient entendus sur un dénominateur commun: dans leurs fonctions à la Chambre des Communes, ils ne seraient ni des socialistes, ni des libéraux, ni des tories, mais un Parti travailliste »<sup>34</sup>. Il faut attendre 1918 pour que cette représentation politique indépendante s'identifie avec des politiques explicitement socialistes. Entre-temps, la guerre, la trêve sociale et l'interventionnisme intense de la période redéfinissent le rapport entre le monde ouvrier et l'État.

Ces trois décennies révèlent le grand pragmatisme du trade unionisme, dans le sens d'une alliance avec les Libéraux en début de période, puis en faveur de la représentation parlementaire à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette souplesse idéologique est particulièrement frappante par comparaison avec le syndicalisme révolutionnaire français de la même période. Mais comme en France, le mot clé est celui de l'autonomie ouvrière : c'est un héritage du radicalisme du début du siècle et bien sûr de la Première Internationale – the workers themselves – qui acquiert une résonance particulière au terme d'une nouvelle révolution industrielle, reposant sur une mécanisation accrue et une rationalisation renforcée. En début de période, les qualifications des ouvriers les plus formés en sont les garantes, puis on passe à d'autres formes de contrôle. Mais la clé reste le pouvoir de pression de ce monde ouvrier, mis en danger dans les phases de récession économique ou par la nationalisation puis la mondialisation des marchés de l'emploi, mais réinventé avec succès entre l'ère des craft unions et la grande fièvre ouvrière.

---

<sup>32</sup> CRONIN, op. cit., p. 164-69; REID, op. cit.

<sup>33</sup> Jose HARRIS, *Private Lives, Public Spirit: Britain, 1970-1914*, Harmondsworth: Penguin, 1993.

<sup>34</sup> 'They had fixed upon a common denominator that, when acting in the House of Commons, they should be neither Socialists, Liberals, nor Tories, but a Labour Party', Cité par Max Beer, *A History of British Socialism*, Londres: Allen and Unwin, 1940 (1919).